

Sommaire du N° 1162, du 4 août 1906

Planches hors texte : le Canada pittoresque ; Collège de L'Assomption : Conventum du 51ème Cours. — Choses d'Europe. — Ecoles ménagères, par l'Hon. G. A. Nantel. — Propos de Montréalais. — Echos d'Amérique, par L. d'Ornano. — Pages canadiennes oubliées. — Nouvelle : La tour de Trafalgar, par Georges de Boucherville. — M. Rodolphe Plamondon, célèbre ténor canadien. — Collège de L'Assomption : fêtes du Conventum, par le Dr H. Lasnier. — A travers la mode. — La vie au foyer. — Pour nos jeunes amis. — Feuilletons : Le Lac Ontario ; Sans Famille. — Musique : Combien jolie, caprice-valse, par Marius Carman. — Deux pages humoristiques. — De-ci, de-là. — Nouvelle : Le violon de cristal, par Jo Valle. — Causerie médicale : La vaccination antituberculeuse. — Le bétail canadien, par J. A. Couture. — Nouvelle : La roulotte, par G. Desroches. — Monologue pour petite fille : Un brin de mouton, par H. Besançon. — La mort de M. Albert Sorel. — Le mois d'août, par le Chanoine d'Argente, etc., etc.

Choses d'Europe

En Angleterre

Les nouvelles de l'Afrique méridionale sont loin d'être rassurantes. Le malaise règne aux Communes où, malgré les dénégations ministérielles, une minorité influente ne cesse de harceler le gouvernement au sujet du meurtre des blessés qui aurait été commis lors de la répression des derniers troubles du Natal.

Le gouvernement local de cette province nie les accusations portées par l'opposition ainsi que les accusations de l'évêque du Zoulouland, mais cela ne suffit pas pour calmer les esprits.

Par malheur, le gouvernement impérial ne peut intervenir directement en cette affaire, qui est d'une nature toute locale, et, comme le disait Winston Churchill, il ne peut offrir que ses bons avis.

L'opposition profite de cette situation délicate du ministère pour le blâmer d'une politique dont il n'est pas responsable. Ces motions de censure sont communiquées au Natal et de là à l'ancienne république du Transvaal, où Anglais et Boërs s'unissent contre la métropole, qu'ils accusent de l'état de choses actuel. On peut s'attendre à des complications très graves dans cette partie de l'empire où les Afrikanders acquièrent chaque jour plus d'influence qu'avant la guerre, et ils trouvent dans les vaincus du Transvaal et de l'Orange des alliés des mieux disposés pour créer des embarras au gouvernement impérial et assurer la fondation d'une vaste fédération sud-africaine jouissant de l'indépendance politique.

L'Angleterre devra céder devant la force des choses, car il ne saurait être question d'une levée de boucliers contre toutes les colonies de l'Afrique du Sud, où les loyaux de la Colonie du Cap ne pourraient longtemps, réduits à eux-mêmes, tenir tête au mouvement général de sécession des autres Etats anglo-africains.

* * *

Le dernier des quatre grands financiers qui ont opéré la fusion des Compagnies de diamant de l'Afrique du Sud, M. Beit, vient de mourir, aussi riche que son rival, le fameux Rhodes, auquel il était associé, ainsi qu'à MM. Barnato et Joel.

Beit était remarquable par la simplicité de sa vie, la netteté de ses conceptions, la rapidité et la fermeté de ses décisions.

Il fonda une chaire d'histoire coloniale à Oxford, et il a légué des sommes énormes en faveur de l'instruction publique dans l'Afrique du Sud.

Les multimillionnaires enrichis par le diamant de l'Afrique du Sud n'ont pas oublié leur seconde patrie, et ils lui ont rendu, sous une forme ou sous une autre, une partie de ce qu'ils lui devaient de leur fortune. S'ils ont été la cause de bien du mal dans ces pays d'exploitation à outrance du travail des indigènes, ils n'ont rien épargné pour doter les institutions d'enseignement universitaire et mécanique préposées à la formation de la jeunesse. Ils ont aussi travaillé énergiquement à réunir à la Couronne britannique, par des liens politiques aussi bien que par des voies de communications directes et rapides, — telle la voie ferrée de Rhodesia à l'Egypte — tous les Etats du Sud-africain, qui vivaient dans l'isolement complet l'un de l'autre. Il peut leur être

beaucoup pardonné, parce que ces grands Anglais ont puissamment aimé et servi leur patrie.

* * *

L'opinion publique, libre, dégagée des intérêts de parti, s'affirme de plus en plus contre le projet des associations militaires de comté de M. Haldane, comme devant être chargées de l'organisation des forces auxiliaires. Il est de plus en plus probable que le ministre de la guerre devra céder et abandonner cette partie de son projet de réforme militaire.

* * *

On s'accorde à dire que la bourse des valeurs de Londres traverse une des crises les plus aiguës que l'on ait vues depuis des années. On explique cette situation par le fait d'une liquidation générale qui s'opérerait de par le monde entier, circonstance aggravée par la révolution russe, l'accroissement du parti du travail se faisant de plus en plus agressif, l'absorption d'un capital énorme par la reconstruction de San-Francisco et les complications où sont entraînés les Etats du Sud-africain.

Sur la place de Londres on croit généralement que la dissolution de la Douma entraînera une révolution violente dont on ne peut prévoir les conséquences.

* * *

Pendant qu'à Paris on ne trouve qu'à se féliciter du service des "autobus", à Londres c'est un soulèvement général contre ce genre de locomotion, et, au nom de l'hygiène, de la propreté des rues et de la sécurité des voyageurs, on demande sa suppression radicale pour revenir aux diligences du bon vieux temps. La faculté médicale se ligue avec la propriété dans ce mouvement d'exécration.

Sir James Dewar, professeur de chimie à Cambridge, dit que le "motor-bus" est non seulement dangereux à cause de sa rapidité, mais qu'il soulève des nuages de poussière sur son passage, et que la poussière, dans les grandes villes, est toujours un véhicule de germes infectieux. Imagine-t-on ce que dirait le savant professeur s'il se trouvait un jour, par hasard, jeté sur le pavé de Montréal!

M. Dewar est encore plus sévère quand il vient à parler des émanations des "motor-bus", qui souillent et empoisonnent l'air dans toutes les villes et dans toutes les maisons.

Sir Théodore Martin, grand propriétaire, écrit de son côté que les maisons d'Onslow Square sont si affectées par les "motor-bus" qu'elles ne trouvent plus de locataires. Le Duc d'Argyl, président du Congrès des Architectes, déclare que les résidences actuelles de Londres ne sont plus tenables. Bref, le "tolle" est universel et va jusqu'à la rage contre le "motor-bus". On croit même que l'indignation en interrompra la fabrication ou qu'au moins des règlements sévères seront imposés pour en définir l'usage et les dimensions de manière à protéger la vie, la santé et la tranquillité relative des habitants de la Cité.

En France

L'Etat ou plutôt le gouvernement français semble avoir terminé la tâche, assez ardue, de la réhabilitation de Dreyfus, et il songe à passer à son budget dont l'équilibre importe sûrement davantage au contribuable français que le sort de l'officier israélite.

Comme il pourrait couler beaucoup d'eau sous les ponts avant que l'on impose la taxe sur le revenu, et que l'échiquier français, comme tous les échiquiers du monde, ne se remplit pas de paroles vibrantes et de déclamations enflammées contre la prétraille ; comme le milliard des religieux est déjà tourné en fumée et que, loin de trouver dans la loi des liquidations les ressources nécessaires à la retraite des vieillards, l'Etat en sera pour ses avances aux liquidateurs, il faut recourir au moyen suprême de l'emprunt. Après tout, il est moins impopulaire d'emprunter que de créer de nouveaux impôts.

Le budget de 1907 exige donc un emprunt de 244,000,000 francs, tant pour combler le déficit que pour défrayer les dépenses de l'incident marocain.

Un confrère de Paris résume fort bien la situation budgétaire de la France dans les termes suivants :

Des esprits chagrins, constatant qu'en 1880, l'indemnité de guerre payée et les frais de réfection de notre matériel de guerre soldés, le budget ne se montait qu'à 2 milliards 826 millions, se demandent comment, en pleine paix, nos dépenses publiques ont pu croître d'un milliard 200 millions ! Et pourquoi, naïfs électeurs ? Tout simplement parce que le nombre des fonctionnaires a triplé, que la quantité des sinécures a décuplé, et que chaque législature s'est traduite par le vote de quelque loi trompe-l'oeil qui

flattât les intérêts d'une certaine catégorie d'électeurs aux dépens du porte-monnaie de tous les autres. A ce train-là, les choses vont vite. On ne s'en est pas ému beaucoup jusqu'ici, parce que le contribuable français se laisse prendre volontiers aux apparences et appelle un budget de 3 milliards un budget qui se monte à 3 milliards 900 millions, de même qu'il est convaincu ne dépenser que 40 sous en achetant des gants de 2 fr. 95. Seulement, aujourd'hui, le premier chiffre significatif a changé. L'augmentation annuelle de 80 ou 100 millions porte le total à 4 milliards. Du coup, chacun ouvre l'oeil et palpe douloureusement son portefeuille."

* * *

Après tous ses triomphes de l'Ouest américain et une récolte de "greenbacks" comme il s'en est rarement vue, la divine Sarah comptait bien, à sa rentrée à Paris, décrocher la timbale sous la forme d'une croix de la Légion d'Honneur.

Le Cabinet français avait recommandé la décoration, mais les vieux cerbères de la Chancellerie se refusèrent d'approuver l'acte ministériel. Et, pour comble de malheur, M. Briand, ministre de l'instruction publique, a eu la cruauté de qualifier ce refus : — "Madame Bernhardt est une actrice sans situation officielle."

Plus de Sarah, plus de diva ; il ne reste qu'une dame Bernhardt quelconque dépourvue de tout "standing". On ne sera toujours lâchée que par les siens. Sarah se plaint quelque part de son caractère tranchant, ennemi de toute contradiction et l'entraînant à des coups de tête qui lui ont toujours nu. De là ses ruptures nombreuses avec la régie des théâtres divers de l'Etat, et peut-être la cause de la dernière déception de madame Bernhardt ?

En Russie

Après de longues hésitations, le Tsar a dissous la Douma, et aura, avant que ce numéro de l'Album soit distribué à nos lecteurs, congédié la Chambre Haute ou Conseil de l'Empire.

On ne cesse de comparer ce qu'on appelle la Révolution russe à la Révolution française, et la situation de Nicolas II à celle que la faiblesse et les mauvais conseils de son entourage avaient faite à Louis XVI. Rien n'autorise à accepter, sans de très grandes réserves, cette similitude entre les deux cas.

Au lendemain de la prise de la Bastille, la France cessait d'avoir un gouvernement, et elle tombait au pouvoir de l'anarchie. Il ne se passe rien de tel en Russie : le gouvernement subsiste, mais il n'est pas exercé par un ministère ayant eu la confiance de la Chambre populaire avant sa dissolution. D'autre part, le parti démocratique constitutionnel appuyé par les gauches commandait la majorité de ce parlement, mais en perdant l'appoint des gauches, il a perdu son prestige de parti prépondérant. De là l'embarras du Tsar dans le choix d'un nouveau président du Conseil pour remplacer Goremkyne. Dans un pays de régime constitutionnel solidement établi, la dissolution du Parlement, dans ces conditions pourrait être justifiable, s'imposer même, mais avec l'état actuel des esprits en Russie, alors que le Parlement populaire n'est encore qu'au degré d'essai, quand on n'a guère, même dans les classes les plus instruites, la conception du gouvernement responsable et que l'ignorance populaire est ouverte à tous les préjugés, à toutes les fausses rumeurs, à toutes les fomentations révolutionnaires, l'acte du Tsar est le fait d'une grande audace. Elle dénote infiniment plus de volonté que les protestations prud'hommesques de Louis XVI, et l'organisation de l'armée russe, préparée de longue main, pour faire face à l'élément révolutionnaire, signifie autre chose que les charges tardives et hésitantes du prince de Lam-besc.

Le Tsar demande le renouvellement de la Douma par le suffrage universel et renouvelle ses promesses de réforme agraire qui est la principale des réformes exigées par les agitateurs.

La moitié de la Douma dissoute n'accepte pas la parole de l'Empereur et lance un manifeste au peuple pour l'engager à ne plus payer un copeck au fise et à ne plus fournir un soldat à l'armée.

Cet appel sera-t-il entendu des masses et les révoltés auront-ils assez de détermination pour braver l'armée et la gendarmerie impériale ? Les passions populaires seront-elles soulevées jusqu'à l'aveuglement, comme elles le furent en France sous la révolution de 1789, et le tempérament russe pourra-t-il s'exalter jusqu'à ces excès de fureur qui seul peuvent faire table rase des institutions séculaires d'une grande nation pour les remplacer par l'inconnu, l'instable, l'arbitraire et le caprice de mille et un agitateurs incapables de s'entendre ? J'hésite beaucoup à le croire.